



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
13 septembre 2002  
Français  
Original: arabe

**Assemblée générale  
Cinquante-septième session  
Point 36 de l'ordre du jour provisoire\*  
La situation au Moyen-Orient**

**Conseil de sécurité  
Cinquante-septième année**

**Lettre datée du 12 septembre 2002,  
adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires par intérim  
de la Mission permanente du Liban  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre qui vous est adressée par S. E. M. Mahmoud Hammoud, Ministre des affaires étrangères et des émigrés, et a trait aux menaces touchant au détournement des eaux du Hasbani et du Ouazzani qu'Israël a récemment proférées contre le Liban.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale au titre du point 36 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim  
(Signé) Hussam Assad **Diab**

---

\* A/57/150.



**Annexe à la lettre datée du 12 septembre 2002,  
adressée au Secrétaire général de l'ONU  
par le Chargé d'affaires par intérim  
de la Mission permanente du Liban  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

S'agissant des menaces touchant au détournement des eaux du Hasbani et du Ouazzani qu'Israël a proférées contre le Liban et à propos desquelles je vous avais adressé une lettre le 23 mars 2001 (lettre dont vous trouverez copie ci-joint), j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur les faits ci-après :

Depuis la libération de la majeure partie du sud du pays et de la Bekaa occidentale, Israël n'a eu de cesse de menacer le Liban d'agression. Ces dernières semaines, le Gouvernement israélien a encore haussé le ton, prétendant que le Liban était en train de détourner les eaux du Hasbani. À ce propos, le Liban tient à préciser ce qui suit :

Le Ouazzani est un affluent du Hasbani qui trouve sa source en territoire libanais. C'est aussi sur le territoire libanais que les deux cours d'eau confluent.

Depuis qu'il a occupé le sud du Liban et la Bekaa occidentale, Israël s'est employé à détruire les installations situées dans ces régions, à pousser leurs habitants à l'exode et à empêcher ceux qui étaient restés d'utiliser les eaux du Ouazzani et du Hasbani. Depuis 1978, les autorités israéliennes ont entièrement confisqué à leur profit les eaux des deux cours d'eau, soit environ 160 millions de mètres cubes par an.

Après avoir libéré la majeure partie du sud du pays et de la Bekaa occidentale, le Gouvernement libanais a entrepris de reconstruire le sud du Liban et de répondre aux besoins en eau potable et en eau d'irrigation de la population. La quantité d'eau pompée depuis lors par le Liban s'élève à près de 7 millions de mètres cubes par an, quantité tout à fait négligeable et bien inférieure aux besoins naturels des habitants de la région, au regard des lois et des usages internationaux ainsi que des dispositions de la Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, qui confèrent au Liban le droit de répondre aux besoins socioéconomiques de la population des bassins du Hasbani et du Ouazzani.

Les autorités libanaises procèdent actuellement à la pose de nouvelles conduites d'eau destinées à approvisionner en eau les villages des bassins susmentionnés. La quantité d'eau qui devrait être pompée chaque année ne devrait pas dépasser les 9 millions de mètres cubes par an, volume très largement inférieur aux quantités auxquelles le Liban a droit.

Toutes les fois qu'il cherche à assurer des services essentiels aux habitants des villages et des régions libérées, le Liban se heurte aux menaces de guerre d'Israël.

Notre pays se voit une fois encore confronté aux actes d'intimidation d'Israël qui le menace d'une guerre et voudrait le priver des droits légitimes et naturels qu'il détient sur ses ressources en eau. Or, ces eaux, qu'Israël tente de confisquer à son profit, trouvent leur source en territoire libanais et le Liban a parfaitement le droit de les exploiter, conformément à ses droits légitimes, au droit international et aux besoins vitaux de sa population.

Les déclarations par lesquelles les responsables israéliens menacent de lancer une guerre contre le Liban mettent en péril la paix et la sécurité internationales dans la région. Israël qui ne cesse de pousser à l'exacerbation de la tension, faisant fi de la volonté manifeste qu'a le Liban de préserver la tranquillité et la stabilité tout en continuant de réclamer la libération de la partie de son territoire qui reste occupé, porte l'entière responsabilité des conséquences qui pourraient découler d'une telle situation. Le Liban engage les membres permanents du Conseil de sécurité à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher Israël de mettre ses menaces de guerre à exécution, menaces qui, si elles se concrétisaient, ne manqueraient pas d'avoir des conséquences désastreuses pour toute la région.

Par ailleurs, je tiens à indiquer que le texte de la présente lettre a déjà été distribué, le 12 septembre 2002, aux ambassadeurs des États membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU accrédités au Liban.

Le Ministre des affaires étrangères et des émigrés  
(Signé) Mahmoud **Hammoud**

## Pièce jointe

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance certains faits nouveaux préoccupants qui requièrent la plus grande attention de votre part. Au moment où le Liban s'emploie à reconstruire son infrastructure, qui a été détruite par Israël durant les 22 années d'occupation, et qu'il oeuvre à assurer les services de base aux villages et aux zones libérées de l'occupation, Israël profère de nouveau des menaces fondées sur des allégations mensongères pour préparer de nouvelles agressions contre le territoire libanais sous le prétexte fallacieux que le Liban s'apprêterait à détourner le cours du fleuve Hasbani à son détriment.

En réalité, les services techniques libanais spécialisés ont commencé le 20 février dernier à installer des canalisations à partir de la source du Ouazzani pour alimenter en eau les villages d'Al-Wazani et d'Al-Mayat pour répondre aux vœux de la population qui demandait la reprise du pompage, comme cela était le cas avant l'occupation israélienne durant laquelle les canalisations et les pompes ont été détruites, empêchant ainsi la population d'avoir accès à l'eau pour ses besoins domestiques et agricoles.

À la suite d'une étude technique effectuée sur place, des travaux ont été entrepris pour installer une station de pompage près de la source, ainsi que des canalisations d'un diamètre de 4 pouces et des pylônes électriques pour alimenter les pompes.

Les travaux nécessaires à l'alimentation en eau des villages d'Al-Wazani et d'Al-Mayat se sont poursuivis pendant que des avions et des hélicoptères de combat survolaient le ciel libanais, en violation flagrante de la souveraineté du pays, et qu'une importante concentration de troupes surveillaient de près les travaux par-delà la frontière en franchissant de manière sporadique et délibérée la Ligne bleue tracée par l'ONU, et ce, alors que les services techniques concernés avaient informé la FINUL de la nature des travaux et sollicité son concours pour assurer la protection des ouvriers en prévision d'éventuelles provocations ou de tentatives d'obstruction de la part d'Israël.

Alors que le Liban a entrepris d'alimenter deux villages démunis à partir de sources situées sur son territoire, et ce, conformément à son droit légitime et pour répondre aux besoins vitaux de la population, Israël mène une campagne hostile en prétendant que le Liban a entrepris de détourner les eaux du fleuve Hasbani à son détriment en entreprenant des travaux à cet effet. D'après des sources civiles et militaires israéliennes, Israël s'apprêterait à déclencher une guerre contre le Liban en attaquant les installations mises en place pour alimenter en eau les deux villages susmentionnés.

Compte tenu de ce qui précède, le Liban tient à souligner les points ci-après :

1) Les allégations israéliennes sont dénuées de tout fondement et visent à faire obstacle à la reconstruction du Liban, dont les infrastructures ont été détruites par Israël pendant les années d'occupation du sud du pays. Par ailleurs, les travaux se déroulent dans une transparence totale, et la Force des Nations Unies au Sud-Liban en a été informée, comme l'a confirmé M. Timor Roskil, qui a démenti les allégations selon lesquelles le Liban a entrepris de détourner les eaux du fleuve Hasbani, en déclarant que « Les travaux consistent à mettre en place une canalisation d'un diamètre de 4 pouces pour alimenter en eau un village démunie à

partir de la source du Ouazzani. On ne peut donc pas parler de détournement du fleuve alors qu'il s'agit d'une canalisation de si faible diamètre. » La déclaration de M. Roskil est conforme à la réalité et reflète un certain étonnement devant les allégations israéliennes;

2) Le Liban réaffirme son droit sur ses ressources en eau et rejette les tentatives israéliennes visant à les détourner pour les exploiter;

3) Le Liban appelle l'attention du Secrétariat sur le fait qu'Israël menace de lancer de nouvelles agressions contre son territoire et ses infrastructures et met en garde Israël contre tout acte hostile visant ces infrastructures et vous prie de prendre d'urgence les mesures qui s'imposent pour mettre un terme aux menaces israéliennes et aux violations de sa souveraineté;

4) Je saisis cette occasion pour exprimer la satisfaction du Gouvernement libanais pour l'impartialité dont a fait preuve l'ONU dans le Sud-Liban à la suite des récentes menaces israéliennes, ainsi que ses remerciements à la Force internationale qui continue de mener à bien sa mission, notamment en assurant une aide humanitaire et des soins médicaux à la population et en participant activement à l'enlèvement des mines terrestres placées par Israël dans cette région.

Je vous serais obligé de bien vouloir distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

Le Ministre des affaires étrangères  
et de l'émigration  
(Signé) Mahmoud **Hammoud**

---